L'EAC supprimera les barrières non tarifaires qui entravent le tourisme

@rib News, 13/01/2015 - Source Xinhua La CommunautÃ© est- africaine (EAC) travaille Ã Ã©liminer les barriÃ¨res non-tarifaires qui entravent les efforts pour faire de ce bloc rÃ©gional une rÃ©gion touristique unie. Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'EAC, Richard Sezibera, a tenu ces propos mardi en s'adressant aux journalistes au siÃ¨ge du bloc commercial Ã Arusha.

"En tant que secrÃ©tariat de l'EAC, notre intÃ©rÃªt est de voir le bloc rÃ©gional devenir un pÃ´le touristique unique le plus tÃ´t possible. Et cela ne sera possible que si tous les dÃ©fis sont pris en charge", a dÃ©clarÃ© le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral, qualifiant projet de visa touristique unique pour toute l'EAC de "trÃ¨s bonne idÃ©e" pour aider l'industrie touristique de cette rÃ©gion qui compte d'innombrables destinations touristiques enthousiasmantes. Actuellement, un programme de visa touristique unique s' applique au Rwanda, en Ouganda et au Kenya, et "de grands progrÃ¨s ont Ã©tÃ© faits pour convaincre les pays restant, la Tanzanie et le Burundi, de rejoindre ce programme de visa unique", a-t-il dit. Il a par ailleurs saluÃ© la Tanzanie et la Burundi pour leur volontÃ© de rejoindre ce groupe. Le ministre tanzanien des Ressources naturelles et du Tourisme, Lazaro Nyalandu, a dÃ©jÃ exprimÃ© la volontÃ© de son pays de rejoindre la zone de visa touristique unique, et "pour moi c'est une bon dÃ©veloppement", a dÃ©clarÃ© M. Sezibera. La raison pour laquelle certains pays sont rÃ©ticents Ã rejoindre le programme de visa touristique unique rÃ©side dans la maniÃ¨re dont seront rÃ©partis les recettes de ce visa entre les diffÃ©rents pays, et dans le fonctionnement de la logistique pour assurer que chaque pays touche son dÃ». Ces propos de M. Sezibera surviennent une semaine Ã peine aprÃ¨s des informations selon laquelle les vÃ©hicules immatriculÃ©s en Tanzanie se verraient interdire d'approcher de l'aÃ©roport international de Jomo Kenyatta au Kenya. Le gouvernement tanzanien s'est engagÃ© Ã ouvrir des discussions avec le Kenya sur ce problÃ¨me, qui pourrait si rien nâ€™est fait ruiner le tourisme national, secteur employant des millions d'habitants d'Afrique de l'Est.